

Tout absolutisme finit mal !

Par Henri ROURE

Nul n'ignore que la Vème République se veut en réalité une monarchie à temps, initialement cependant équilibrée et démocratique. Elle demandait des présidents, élus par le peuple, le même sentiment de devoir envers lui et envers la France qui habitait naturellement nos monarques. Ses premiers présidents se sont investis dans ce principe. Ces chefs de notre État incarnaient la Nation. Mais les trois derniers présidents qui viennent de se succéder, manquant sans doute de l'intelligence historique, moralement vulnérables et alimentant un ego hors de celui pleinement justifié de la Nation, ont accepté, ou suscité, des dérives de la Constitution. Cette Loi fondamentale est pourtant censée organiser l'État et protéger le peuple. Elle a été lentement avilie et surtout détournée par toutes sortes de biais vers un pouvoir présidentiel quasi exclusif, libérant des ambitions et des intérêts qui ne sont plus nécessairement ceux du peuple et de la France. Elle n'est plus la norme suprême, dès lors qu'elle a été subordonnée au Droit européen et incorpore toutes sortes d'articles relevant habituellement de nos codes. Les représentants du peuple sont condamnés techniquement au silence. Ces évolutions négatives, sa pratique déviante ou sa mise en œuvre détournée de son esprit originel, ont gonflé les pouvoirs du Président et bien évidemment aussi ceux d'une organisation internationale envahissante dénommée Union Européenne. Si bien qu'aujourd'hui règne un président absolu pouvant s'affranchir du Parlement et s'appuyer sur des organismes non élus, comités et conseils de toutes sortes, auxquels sont associés des représentants convertis des professions, notamment agricoles, pour – non pas justifier – mais confirmer ses prétentions et désirs personnels. Il approuve de fait ce qui se passe à Bruxelles, alors qu'il lui suffirait d'opposer un veto aux directives de l'UE pour que le monstre rentre dans son antre. Louis XIV était certes un roi absolu, mais il avait une haute idée de la France, ayant été éduqué pour l'incarner. Si ces derniers présidents avaient porté l'amour du pays dans le cœur et gardé sa grandeur comme phare de leur politique, les citoyens n'auraient vu, sans nul doute, que peu à contester et la France aurait conservé sa dimension et son rôle dans le monde.

Les changements profonds imposés au peuple vont dans l'irrationnel de la supranationalité par le pourrissement organisé de nos racines et la condamnation de notre culture et de nos valeurs. Ainsi l'un de ces présidents nous a inféodés volontairement aux États-Unis en ralliant l'OTAN. L'actuel, ambitionnant – paraît-il – un destin continental, parle anglais à l'étranger et bavarde en français à n'en plus finir quand il s'agit de tromper le peuple sur ce qu'il pense et qu'il murmure en anglais à ses partenaires de même allégeance. Entre ces deux présidents, nous trouvons celui qui, à un moment, s'est gonflé d'orgueil et s'est senti français, lorsque notre Armée lui a offert le « plus beau jour de sa vie ». Il est pourtant le plus décrié et n'a rien fait pour arrêter ces dérives.

Délibérément, donc, le président actuel, élu par le non-vote des Français, partage ce qui n'est plus que la gestion de la France avec la Commission

bruxelloise et les grands commis de l'internationalisme occidental. Cette politique lui convient. Elle est bien évidemment définie par l'État profond washingtonien, inspirant le collège davosien, les financiers de la City londonienne, les penseurs de Bilderberg et de la Trilatérale.

Il ne la conteste donc pas dans l'espoir probablement d'en être un jour une éminence, alors qu'il détient le pouvoir qui le lui permettrait. En vérité il en est un des petits maîtres.

Le Droit n'est que le résultat d'un rapport de forces. Quand le rapport de forces change, le Droit change. Il n'est pas une constante ou un ensemble de textes intangibles. Un accord ne convenant plus doit être dénoncé. L'histoire foisonne de renversements d'alliances, de ruptures et de mésententes après des promesses de fidélités éternelles. Tout est question d'intérêt et de volonté...

Le pouvoir étant entre ses mains, il n'y a donc qu'un responsable de l'état actuel de notre pays, du malheur de nos agriculteurs, de nos classes moyennes, de l'affaiblissement de nos Armées, et du délabrement de la structure économique, financière, sécuritaire et sociale du pays.

Cette situation délirante pour un peuple aussi politique que le nôtre ne peut durer. Les dérives internationalistes d'un seul, soutenu par quelques comparses, nous entraînent dans des guerres qui ne sont pas les nôtres, nous impliquent dans un système économique et monétaire qui ne nous correspond pas, nous détruisent en tant que Nation, agressent notre identité, ravagent notre morale chrétienne et malmènent notre peuple.

« Bruxelles » n'existe que parce que « Paris » le veut bien. Autrement dit, l'UE dans ses désolantes aberrations, n'existe que parce que la France, en son gouvernement, le veut bien. Poursuivant le syllogisme, elle n'existe que parce celui qui s'est arrogé un pouvoir absolu, lentement confisqué aux Français dans la suite de ses immédiats prédécesseurs, le veut bien. Ce que n'ont pas osé exiger les « Gilets jaunes » et ce que doivent exiger nos agriculteurs dans leur légitime colère, c'est la fin de l'absolutisme et de la délégation de tout un pan de notre souveraineté à une organisation qui n'importe que parce qu'une ploutocratie française accordée à une ploutocratie étrangère, le veut bien. Mais, ainsi que le disait Einstein, demander à ceux qui ont créé le problème de le régler est le comble de l'imbécillité.
Conclusion ?

Nos compatriotes agriculteurs, qui plus que quiconque savent ce qu'est la France pour être en communion avec la glaise nourricière de la Nation, ne peuvent continuer leur lutte avec un espoir de succès qu'en se tournant contre les véritables responsables du sentiment de déréliction de notre pays. Contre ceux qui préfèrent engager les blindés de la Gendarmerie face à eux, face aux Français plutôt que dans les banlieues sécessionnistes et islamisées ou défendre nos frontières.

Paysans, ils portent bien ce nom. Ils sont la France dans sa diversité de

terres et de climats, de métropole et d'outre-mer et la France est avec eux.
Leur combat est aussi le nôtre.

Henri ROURE